



GRUPE DE TRAVAIL THEMATIQUE 6 – NOTE D'ORIENTATION POUR LE DÉBAT

Conditions sociales et migrations forcées

CONTEXTE

La libéralisation du commerce international des produits agricoles, l'ouverture forcée des marchés nationaux, l'abaissement des droits de douanes, l'instauration de quotas d'importation imposés par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont exacerbé la crise économique qui frappe les zones rurales de la planète. Cette compétition accrue entre producteurs s'est traduite par une chute générale des prix des produits agricoles, qui se situent parfois bien en deçà des coûts de production, et a entraîné à son tour une accélération de l'exode rural, les paysans ne pouvant plus vivre de leurs terres. Par conséquent, dans les zones rurales, les infrastructures, les services sociaux, de santé, d'éducation, et culturels se dégradent, la majeure partie des fonds étant consacrée à satisfaire les besoins de la population urbaine et les services étant soumis à la privatisation. Et le fossé entre zones rurales et zones urbaines ne cesse de se creuser.

Tout d'abord, les migrations se font à niveau interne : les populations quittent les campagnes et les zones les plus pauvres en direction des villes. Elles s'installent dans des bidonvilles qui forment rapidement des ceintures de pauvreté autour des villes. Effrayés par ces masses affamées agglomérées à leurs portes, les gouvernements parent au plus pressé en tentant de fournir à ces populations des rations alimentaires quotidiennes au plus bas prix. Pour ce faire, ils subventionnent les importations de produits agricoles en provenance des pays du Nord ou confient leur sort à des multinationales telles que Cargill, qui, dans certains cas, peuvent contrôler jusqu'à 50 % de la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans certains pays. Toutes ces conditions créent une logique de cercle vicieux. L'exode rural entraîne des taux de chômage élevés qui, à leur tour, exacerbent la compétition salariale entre ouvriers et salariés, ouvrent la voie aux délocalisations, au chantage et aux attaques à l'égard de toutes les formes d'organisations collectives comme les syndicats.

Cet exode rural ne constitue bien souvent que la première étape du processus de migration. Des conditions de vie médiocres et la famine poussent les migrants vers des horizons toujours plus éloignés. Elles se traduisent également par des flux migratoires au sein d'un même continent et d'un continent à l'autre.

Le bien-être des réfugiés économiques se dégrade un peu plus chaque jour. Face aux conditions inhumaines que leur réservent les trafiquants postés aux frontières, qui essayent même de les voler, et face au harcèlement des polices et des forces armées des pays qu'ils traversent, le nombre de personnes perdant leur vie en tentant d'atteindre la sécurité économique est bouleversant et atteint des niveaux effrayants. Pourtant, chaque jour, les candidats à l'émigration sont toujours plus nombreux et affluent en masse. Existe-t-il une preuve plus accablante des conséquences funestes des politiques néolibérales ?

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a estimé à plus de 200 millions le nombre de migrants vivant dans des conditions économiques, sociales et culturelles très difficiles dans leur pays de destination, dans l'espoir de gagner suffisamment d'argent pour en envoyer à leurs familles, laissées derrière eux dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, ces migrations, en direction du Nord, privent de nombreux pays du Sud d'une force de travail dynamique et jeune. La fuite des cerveaux

vers les régions du Nord s'accélère, affaiblissant encore plus les économies du Sud, en les privant d'une main d'œuvre qualifiée et détentrice des compétences essentielles. Les migrations ont également des conséquences profondes sur les rapports entre hommes et femmes, renforçant souvent la précarité des conditions économiques de ces dernières.

Les conséquences de l'accélération de l'exode rural, qu'il soit interne aux pays ou international, ne sont pas uniquement économiques. Lorsque des femmes et des hommes quittent leurs communautés afin d'essayer de gagner leur vie ailleurs, c'est l'ensemble de la société rurale qui en pâtit. Les modes de consommation alimentaire évoluent, gommant peu à peu les connaissances locales, le savoir indigène et les spécificités culturelles locales.

L'argent envoyé chaque année par les migrants à leurs familles et à leur communauté devient indispensable pour la survie économique des femmes, des hommes et des enfants qu'ils ont laissés derrière eux, créant ainsi de nouvelles formes de dépendance.

Pourquoi nous battons-nous ?

Nous nous battons pour que les prix payés aux producteurs (pêcheurs, bergers/pastoralistes et paysans) permettent à chacun de vivre décemment de son travail. Nous affirmons que les populations urbaines pauvres ont le droit de recevoir une alimentation et des ressources de production agricoles de qualité, répondant à leurs habitudes culturelles. Si nécessaire, des aides doivent être mises en place, en concertation avec les organisations et les associations urbaines, pour que l'augmentation des prix du marché n'ait pas de répercussions négatives sur le niveau de vie des pauvres. Les services sociaux de santé, d'éducation et culturels ne doivent plus être orientés vers les seuls besoins des populations urbaines, et des infrastructures rurales doivent être développées afin de permettre de réduire la vulnérabilité des femmes et des hommes vivant dans les campagnes.

- Sur quelles initiatives concrètes, ayant permis de réduire les migrations forcées, pouvons-nous appuyer ?
- Comment pouvons-nous contribuer à assurer le droit à l'alimentation pour les populations urbaines pauvres ?
- Comment développer des intérêts convergents avec les émigrés travaillant dans les secteurs alimentaire et agricole ?

Contre quoi nous battons-nous ?

Les migrations forcées sont la conséquence directe des politiques néolibérales de la Banque Mondiale, du FMI et de l'OMC. Nous nous battons contre la criminalisation des migrants qui sont les premières victimes des politiques qui imposent une vision de "développement" menées par des sociétés qui réduisent le monde à son aspect économique et mercantile. Nous refusons la logique consistant à réduire les citoyens à une main d'œuvre bon marché et à considérer l'alimentation comme une marchandise au moindre coût permettant de nourrir des populations urbaines affamées par les politiques néolibérales, aux dépens des zones rurales.

- En coopération avec les syndicats et les organisations des travailleurs émigrés, comment pouvons-nous renforcer nos luttes communes et dénoncer les politiques de main d'œuvre bon marché menées par les entreprises privées et les gouvernements ?
- Comment combattre de manière plus efficace la répression perpétrée à l'encontre des émigrés par les entreprises privées et les gouvernements ?

Que pouvons-nous faire ?

- Comment pouvons-nous définir un agenda politique commun à partir de luttes communes et

d'actions de solidarité menées entre migrants/populations urbaines et rurales, aux niveaux local, régional et mondial ?

- Comment concrètement appuyer les organisations de migrants, notamment ceux qui travaillent dans les secteurs agricole et alimentaire ?